

Eau & climat

c'est le moment d'agir

Le texte préparatoire d'un accord pour la conférence des Nations Unies sur le climat [COP21] a été rendu public. Pour la Coordination eau bien commun France et pour l'initiative Eau, planète et peuples qui regroupent des associations directement concernées par l'eau, la déception domine, car l'eau est la grande absente de ce document. Or, non seulement les effets les plus sensibles du changement climatique pour les populations se manifestent par l'eau (inondations, sécheresses...) mais les perturbations du cycle de l'eau ont des conséquences directes sur le climat. Par exemple, l'imperméabilisation des sols provoquée par l'urbanisation ou par l'agriculture industrielle favorise l'élévation de la température au niveau régional et la sécheresse.

Considérant l'eau comme un bien commun, nos associations sont activement engagées pour la préservation de la ressource. Elles ont la conviction que l'attention portée ou non au cycle de l'eau conduira à réduire ou à amplifier le changement climatique. C'est ce qui les amène à s'adresser à l'ensemble des acteurs institutionnels impliqués dans la COP21 et aux mouvements sociaux et environnementalistes qui se mobilisent à cette occasion.

Les membres de la Coordination eau bien commun France et d'Eau, planète et peuples lancent un appel pour promouvoir une autre gestion de l'eau, plus respectueuse du cycle naturel de l'eau, plus économique de la ressource.

En ville, cela signifie prendre des mesures pour désimperméabiliser les sols, laisser s'infiltrer l'eau, restaurer une présence importante de l'eau (plans d'eau, fontaines, cours d'eau avec berges naturelles), développer les espaces verts et planter des arbres ; Cela signifie encore, encourager les économies d'eau potable et développer l'utilisation de l'eau de pluie pour de nombreux usages (nettoyage des voiries, arrosage des espaces verts) ; Et plus fondamentalement, cela signifie limiter la croissance urbaine.

Pour l'agriculture, cela signifie réduire drastiquement le recours à l'irrigation industrielle et l'utilisation des intrants chimiques, développer et promouvoir les pratiques d'agroécologie et d'agroforesterie respectueuses des sols, de la biodiversité et du bien-être animal et humain, et soutenir les agricultures familiales et paysannes.



Pour l'énergie, cela signifie renoncer à l'exploitation des gaz de schistes et au nucléaire qui modifient de façon importante les masses d'eau, en les polluant dans un cas et en les polluant et les réchauffant dans l'autre.



Considérer l'eau comme un bien commun impose sa gestion publique et une participation reconnue des citoyen·nes, qui aille de leur consultation sur toutes les grandes décisions jusqu'à leur place au quotidien.



Enfin au niveau global, l'arrêt de la déforestation doit être une priorité absolue, en raison du rôle irremplaçable de la forêt pour rafraîchir l'atmosphère et l'humidifier, pour maintenir les sols et les renouveler.

Pour que ce programme voie le jour, il faut que les enjeux liés à la ressource eau soient pleinement intégrés à tous les domaines de l'action politique et à tous les niveaux institutionnels, du local à l'international, en commençant par la prochaine COP21.

Il faut faire davantage d'efforts pour assurer une meilleure cohérence entre le secteur de l'eau et les autres domaines de l'action publique, en particulier l'aménagement urbain, l'agriculture et l'énergie.

La restauration du cycle de l'eau doit avoir un porte-parole, comme l'est le GIEC pour le changement climatique. Travailloons ensemble à la constitution d'un nouveau collectif international d'experts scientifiques, de citoyen·nes et de représentant·es politiques.

Les responsables politiques portent la lourde responsabilité de l'adoption d'un cadre international.

Nous, jeunes, citoyen·nes, associations, collectivités pouvons agir à notre niveau pour rendre l'eau à la terre et restaurer le climat. Relevons ce défi en agissant dès maintenant !



Coordination
Eau-bien commun
FRANCE

www.coordination-eau.fr
5 rue de la Révolution.
93100 Montreuil
09 82 31 73 84
coordination@eau-iledefrance.fr

EAU
PLANÈTE
ET PEUPLES

France Libertés
5 rue Blanche. 75009 Paris
01 53 25 10 40
eau1@france-libertes.fr
www.france-libertes.org